



CONSEIL DE LA FORMATION

CRMA GRAND-EST

**MODALITES DE PRISE EN CHARGE
2019**

SOMMAIRE

1.- CRITERES DE RECEVABILITE

1.1- Bénéficiaires du Conseil de la Formation	3
1.2.- Formations concernées.....	4
<i>Nature des formations</i>	4
<i>Priorités annuelles de formation</i>	4
1.3.- Organismes de formation	4

2.- MODALITES D'ACCES

2.1.- Présentation des demandes.....	5
2.2.- Procédure	5
2.3.- Demandes de financement	6

3.- PRISE EN CHARGE FINANCIERE

3.1.- Conditions de prise en charge	7
3.2.- Contrôles et sanctions	9

ANNEXE 1

Liste des formations financées par le Fonds de Formation.....	10
---	----

ANNEXE 2

Modèles de documents	13
----------------------------	----

1.- CRITERES DE RECEVABILITE

1.1- Bénéficiaires du Conseil de la Formation

Les bénéficiaires finaux des formations financées sont les chefs d'entreprises inscrits au répertoire des métiers, leurs conjoints collaborateurs ou associés, et les auxiliaires familiaux.

- Chefs d'entreprises** quel que soit leur statut : travailleur indépendant, gérant de société, PDG, etc..., sous condition d'être immatriculés au Répertoire des Métiers ou au Registre des Entreprises et de fournir un D1 de moins de 3 mois.
- Conjoints collaborateurs** : la référence au statut de conjoint collaborateur implique la déclaration faite par le chef d'entreprise au Répertoire des Métiers.
- Conjoints associés (mariés ou pacsés)** exerçant une activité régulière dans l'entreprise pour laquelle l'entreprise cotise pour eux. L'application de ce statut exclut actuellement les concubins. Obligation du conjoint de fournir la copie du livret et de famille ou du PACS et la copie des statuts de l'entreprise.
- Auxiliaires familiaux** : la seule définition disponible résulte de l'article 3 du Décret du 1er mars 1962. Il s'agit des ascendants, descendants, collatéraux ou alliés jusqu'au 3e degré inclus, du chef d'entreprise, travaillant dans l'entreprise sans rémunération.

Trois conditions sont donc requises :

- un lien de parenté (fournir l'extrait du livret de famille)
 - une activité dans l'entreprise (fournir un justificatif URSSAF prouvant qu'il est à jour du versement de ses contributions sociales)
 - une absence de rémunération (fournir une attestation sur l'honneur stipulant qu'il n'est pas salarié de l'entreprise artisanale ou d'une autre entreprise et qu'il n'est pas demandeur d'emploi indemnisé)
- Il conviendra également de préciser la date de naissance de la personne concernée par la demande de prise en charge.

Lorsque ces trois conditions sont réunies, l'auxiliaire familial peut être bénéficiaire d'un financement par le Service Formation.

- Les micro-entrepreneurs** : doivent justifier d'une activité artisanale exercée à titre principal ou secondaire en produisant :
 - 1- l'extrait d'immatriculation au Répertoire des Métiers (D1) de moins de 3 mois
 - 2- la déclaration d'un chiffre d'affaires (produite par l'URSSAF) qui ne soit pas nul pendant une période de 12 mois civils consécutifs précédant le dépôt de la demande de prise en charge de la formation (Article L6331-48- du Code du Travail) ou à défaut l'attestation sur l'honneur du montant de chiffre d'affaires.



1.2.- Formations concernées

Nature des formations :

Les formations éligibles doivent relever du seul domaine de la gestion et du développement des entreprises, conformément aux termes de l'article 4 du décret N°2015-254 du 3 mars 2015 et des articles R 6331-63-1 à R 6331-63-12 du code du travail modifiant les missions des chambres régionales de métiers (formations transverses non techniques).

Les formations dans les autres domaines (champ professionnel notamment) relèvent du FAF CEA et sont à présenter à cet organisme.

Priorités annuelles de formation :

Les formations à la gestion et au développement des entreprises dont le financement est assuré par la CRMA doivent figurer dans la liste des formations arrêtée et rendue publique annuellement par la CRMA (cf. annexe 1).

1.3.- Organismes de formation

Les bénéficiaires de la formation professionnelle ont la liberté de choix de l'organisme de formation auquel ils recourent.

- la prise en charge reste subordonnée à ce que l'organisme de formation fasse état de son numéro de déclaration d'existence auprès de la préfecture et apparaisse sur liste publique des organismes de formation.

La CRMA se réserve toutefois la possibilité d'apprécier la recevabilité de la demande au regard de la qualité des moyens engagés par les organismes de formation.

- à ce titre notamment elle entend exclure les stages fournisseurs ne présentant pas les garanties suffisantes (notamment stages fournisseurs informatiques sur site).
- des stages fournisseurs ou de marques pourront également être écartés du fait de leur caractère professionnel, en ce qu'ils ne concernent qu'une seule profession et de ce fait n'entrent pas dans le champ de compétences de la CRMA (cf point 1.2 ci-dessus).

2.- MODALITES D'ACCES

2.1.- Présentation des demandes

Les demandes doivent être présentées par les bénéficiaires finaux (demandes individuelles) ou par les organismes de formation (demandes collectives) au plus tôt et, **au moins 15 jours avant le début de l'action de formation**. De plus, les demandes envoyées plus de 3 mois avant le démarrage de la formation feront l'objet d'un traitement ultérieur. En effet, le Conseil de la Formation ne peut pas engager des fonds budgétaires au-delà de ce délai.

2.2.- Procédure

- Réception à la CRMA de la demande et de la totalité des pièces complémentaires indiquées sur le bordereau de demande de prise en charge, adressés par le demandeur **par courrier, au maximum 15 jours calendaires avant le début de la formation** (*cachet de la poste faisant foi*) :
 - o Elle est présentée sur un formulaire mis à disposition par la CRMA (sur www.crma-grandest.fr), auquel seront joints tous les justificatifs demandés. **Tout dossier incomplet ou non valide et qui aura fait l'objet d'un courrier de demande de complément par la CRMA dans les 15 jours suivant la réception de cette demande sera considéré comme non recevable et ne pourra faire l'objet d'un agrément.**
- Réponse de la CRMA dans les 15 jours. Dans le cas de réponse favorable, l'envoi comporte :
 - un « agrément et demande de règlement de prise en charge » précisant les modalités. Cet envoi est réalisé en 2 exemplaires, dont 1 à retourner à la CRMA signé par le bénéficiaire et le second est conservé par le stagiaire.
 - Une fiche « d'évaluation à froid de stage suivi » à compléter et à nous retourner signée
- Envoi de la demande de règlement par le bénéficiaire à la CRMA :
 - Envoi de la demande de règlement accompagnée des justificatifs demandés, **au plus tard 30 jours** après la réalisation de l'action de formation, **sous peine d'annulation du financement accordé.**
 - Toutefois, le délai de transmission des demandes de règlements (accompagnées de l'ensemble des justificatifs) est raccourci
 - pour les formations réalisées en **novembre** (ou qui se terminent en novembre), à **15 jours** après la réalisation de la formation
 - pour les formations en **décembre** (ou qui se terminent en décembre), à **7 jours** après la réalisation de la formation
- Règlement de la CRMA :
 - Le règlement intervient par virement bancaire, dans les 30 jours environ à réception du dossier de demande de règlement complet.

- Le règlement est réalisé au profit de l'entreprise bénéficiaire de la formation
- Il est toutefois possible de demander un règlement direct vers l'organisme de formation. Dans ce cas, il conviendra de joindre à la demande de prise en charge initiale une demande de subrogation signée et cachetée par l'entreprise au profit de l'organisme de formation ainsi qu'une facture complémentaire acquittée.

2.3.- Demandes de financement

1. Toutes les demandes de financement doivent faire obligatoirement l'objet d'une demande d'agrément préalable. Les demandes individuelles ou collectives doivent parvenir à la CRMA par courrier au minimum 15 jours avant la date de début de la formation (avec l'intégralité des renseignements précisés sur le bordereau et des pièces justificatives : cf. point 2.2), afin de permettre la signification des décisions dans des délais raisonnables. **Des demandes complémentaires peuvent intervenir avant la réalisation de la formation**, celles-ci doivent être déposées par courrier ou par mail **jusqu'à 5 jours ouvrés avant la formation**.

En cas de changement, l'extrait RM (et justificatifs pour les micro entrepreneurs) doit nous parvenir lors de la demande de modification. Cette modification peut être faite par mail en indiquant dans l'objet du mail : « MODIFICATION AGREMENT N°... ». L'organisme de formation doit s'assurer d'avoir reçu un mail de bonne réception pour la prise en compte du changement.

2. **Pour les formations « diplômantes » ou spécifiques** (par exemple : pack modulaire ou formations en langues étrangères) **qui s'étalent sur plusieurs mois ou sur année à une autre, des demandes d'agréments semestrielles sont acceptées**. La demande de prise en charge devra respecter le cadre de l'année civile en raison du principe de l'annualité budgétaire. Si une formation est dispensée sur deux années civiles, deux dossiers de formation distincts devront être préparés et envoyés dans les mêmes conditions que le dossier initial (cf 2.2 procédure).
3. Les factures adressées à la CRMA doivent obligatoirement **mentionner le numéro d'agrément de la formation**. Faute de mention de cette information sur les factures, celles-ci seront retournées à l'organisme de formation.

Il en va de même si des pièces justificatives sont manquantes, charge à l'organisme de formation de fournir des dossiers complets pour obtenir le paiement. Il convient d'établir une facture pour chaque formation agréée et les échéances trimestrielles doivent obligatoirement être respectées. Les justificatifs doivent parvenir à la CRMA au plus tard 30 jours après la fin de la formation pour les formations réalisées entre le mois de janvier et d'octobre. Ce délai est réduit à 15 jours pour novembre et 7 jours pour décembre. Au-delà de ce délai, l'agrément de prise en charge fera l'objet d'une annulation et en conséquence, les factures ne seront pas acquittées.

4. Les organismes de formation **doivent obligatoirement informer la CRMA par courrier ou par mail de toute modification qui interviendrait (date, lieu, effectifs...) et/ou de**

l'annulation d'une formation agréée afin de libérer les crédits réservés. Ces demandes de modification ou annulation devront **préciser le numéro d'agrément délivré initialement**. Faute d'obtention de cette information, les crédits restent affectés et restent inutilisés. Dès constatation d'un écart entre les informations contenues et ayant permis la délivrance de l'agrément avec les justificatifs pour l'obtention du règlement, le Conseil de la Formation se réserve le droit d'annuler l'agrément correspondant.

5. Les mails et appels téléphoniques ne pourront en aucun cas être pris en considération pour obtenir ou annuler un agrément. Le remplacement, pour un même numéro d'agrément d'une formation par une autre n'est pas possible. Il convient d'annuler l'agrément de la formation initialement prévue et de demander un agrément nouveau pour la formation prévue en remplacement.
6. Concernant les remboursements aux artisans des stages de préparation à l'installation (SPI), il est rappelé que les dossiers complets doivent parvenir à la CRMA 30 jours maximum après la date d'immatriculation de l'entreprise et sous condition que celle-ci intervienne au plus tard 6 mois (date à date) après la fin du SPI. Aucune dérogation ne sera accordée au non-respect de ces règles.
7. Selon l'article R.6331-63-6 du code du travail, le Conseil de la Formation ne peut délivrer d'agrément financier plus de 3 mois avant le début du stage.

3.- PRISE EN CHARGE FINANCIERE

3.1.- Conditions de prise en charge

L'intervention de la CRMA est définie sur la base d'un financement à l'heure stagiaire. La prise en charge est fixée en 2019 à 100 % du coût facturé dans la limite des plafonds indiqués ci-après, un réexamen pouvant intervenir en cours d'année au vu de la consommation budgétaire.

Ce plafonnement s'entend hors cas particulier. Des dérogations pourront être accordées au cas par cas sur justification.

Afin de veiller qu'il n'existe pas de sur financement d'une action de formation, une attestation sur l'honneur sera sollicitée sur le formulaire de demande avec les pièces justificatives, attestant du non financement par un autre organisme (ex : FAF CEA).

Par ailleurs :

- **la prise en charge du Stage de Préparation à l'Installation sera effective à hauteur de 60€** après immatriculation de l'entreprise au Répertoire des Métiers dans les 6 mois qui suivent la fin du stage
- **les stages de gestion et développement des compétences seront financés selon un barème unique de 35 €/h**, quel que soit le nombre de stagiaires participant à l'action.



La durée totale de la formation devra au minimum atteindre 7h (durée minimale totale) et présenter un contenu à caractère pédagogique (et non simplement informatif). Ne seront donc pas retenus comme action de formation les séminaires, les colloques, les journées d'informations sur des nouveaux programmes, lois ou textes réglementaires (sauf formations sécurité du type sauveteurs secouristes du travail).

Par contre, le découpage d'une journée de formation en séquence d'une ou 2 heures est toléré afin de pouvoir proposer des cours du soir aux artisans indisponibles en journée complète.

De plus, une journée de formation ne doit pas excéder 7 heures (plafond de prise en charge par jour).

- La demande simultanée de plusieurs dirigeants d'une même entreprise (cogérants) pour une formation similaire à la même date donnera lieu à une étude approfondie des demandes par le Conseil de la formation qui se réserve la possibilité d'agréer tout ou partie des demandes.
- La demande d'un dirigeant pour une formation en année N ne pourra donner lieu à la prise en charge d'une formation identique en N+1 (programme similaire dispensé par un organisme de formation identique ou non à N)
- les formations « suivi des créateurs » seront pris en charge selon un montant forfaitaire de 150€ (basé sur une demi-journée d'intervention) par session. Les stagiaires ne peuvent bénéficier que d'un seul suivi par création. Seront considérés comme « Créateurs », les chefs entreprises immatriculées depuis moins de 2 ans.
- les stages individuels ne pourront être pris en charge que pour la durée des stages et plafonds en nombre de jours par nature de stage sont indiqués dans le document des « priorités de prise en charge »
- En dehors des formations diplômantes, la prise en charge d'une action de formation ne pourra excéder 119 heures (soit 17 jours) par bénéficiaire et par an.

En cas de modularisation des formations diplômantes, les modules proposés à d'autres stagiaires que ceux inscrits dans le parcours diplômant, devront être pris en charge au même taux que les formations diplômantes, soit en respectant un plafond de 25€/heure maximum.

- **La VAE (Validation des Acquis et de l'Expérience) est prise en charge à hauteur de 42€ de l'heure.** Le plafond de prise en charge est fixé respectivement à 10 heures maximum.
- **Le Bilan de compétences est financé à hauteur de 55€ de l'heure, plafonné à 18 heures.**



Toutefois, au regard particulier d'une action, le Conseil de la Formation pourra déroger à ces règles.

3.2.- Contrôles et sanctions

La CRMA se réserve la possibilité d'exercer tout contrôle, y compris sur site, de la réalité de l'action de formation. Elle pourra procéder par tout moyen, auprès des stagiaires, à l'évaluation de l'action de formation suivie (notamment fiche de satisfaction systématique demandée par la CRMA après la réalisation de la formation, pièce obligatoire pour pouvoir effectuer le remboursement).

Les aspects contrôles seront :

- La réalité de l'exécution de la formation
- La conformité du lieu et de la date de la formation effectivement suivie avec celle prévue dans le dossier agréé
- La présence des stagiaires
- Tout aspect suscitant des interrogations sur la véracité ou la conformité d'un dossier

Toute irrégularité constatée dans un dossier, par le Conseil de la Formation, entrainera la suspension immédiate du traitement et du paiement de celui-ci, et le cas échéant, fera l'objet d'un signalement ou d'une plainte au Procureur de la République.

Annexe 1

Liste des formations financées par le Fonds de Formation

En application du décret du 24 août 2007 relatif au financement de la formation continue des artisans, la Chambre Régionale de Métiers et de l'Artisanat Grand Est a établi la liste des formations à la gestion et au développement des entreprises financées en 2019 par le Fonds de Formation dont la CRMA assure la gestion.

L'ensemble de ces formations est présenté sous 11 rubriques :

- Formations diplômantes
- Informatique et bureautique (**interdit au sein de l'entreprise**)
- Gestion comptable et financière
- Commercialisation
- Ressources humaines
- Aspects juridiques et réglementaires
- Sécurité et prévention des risques
- Gestion environnementale
- Développement d'entreprise
- Développement personnel
- Reprise d'entreprise

1. Formations diplômantes

Formations préparatoires aux titres homologués du secteur des métiers (**modules généraux uniquement, hors modules professionnels ou techniques**) :

- Mention complémentaire (MC)
- Certificat Technique des Métiers (CTM)
- Brevet Professionnel (BP)
- Brevet Technique des Métiers (BTM)
- Brevet de Maîtrise (BM)
- Brevet Technique des Métiers Supérieur (BTMS)
- Assistant de Dirigeants d'Entreprises Artisanales (ADEA : ex-GEA ou ex-BCCEA)
- Encadrant d'Entreprise Artisanale (EEA)
- Démarches de VAE (Validation des Acquis et de l'Expérience) conduisant à l'obtention de ces titres. (10 h maximum)

2. Informatique et Bureautique (interdit sur site)

De la découverte de l'informatique et de l'initiation aux principaux outils de bureautique, jusqu'à la maîtrise des logiciels de gestion les plus couramment utilisés :

- Initiation informatique : les systèmes d'exploitation, Windows
- Logiciels du Pack Office (WORD, EXCEL, POWERPOINT, ACCESS)
- Traitement de l'image par l'outil informatique, conception de publicité, de documents de communication (PUBLISHER, PHOTOSHOP, GIMP, FLASH, etc ...)
- Initiation à la prise de vue photographique, réussir ses photos, retoucher ses photos
- Logiciels 3D (Sketchup, Rhinoceros, Autocad ...)
- Logiciels comptables généraux (CIEL compta, CIEL Devis-Factures, CIEL Paye, CIEL Gestion Commerciale, EBP Compta, EBP Devis Factures, EBP Paye, GESSI Compta, GESSI Devis-Factures, GESSI Paie, ...)
- INTERNET : initiation à l'utilisation d'Internet, fonctions avancées, concevoir un site Internet, mettre à jour un site Internet, créer des pages web grâce aux outils informatiques (KOMPOSER, Flash)



- Utiliser les réseaux sociaux
- Savoir utiliser son smart phone ou une tablette
- Elaborer un E-book ou book
- Initiation au marketing digital (SEO, SEA, ADWORDS...)
- Sécurité informatique (Gestion et protection des données, sauvegarde et archivage, blocage, virus et maintenance...)

3. Gestion comptable et financière

Des formations pour s'initier aux bases de la comptabilité, mais aussi pour comprendre et interpréter les données comptables, pour optimiser la rentabilité de son entreprise :

- Apprendre à tenir sa comptabilité
- La paie
- Lire et interpréter les documents comptables (bilan et compte de résultat)
- Comprendre et maîtriser le financement de son entreprise
- Calculer son prix de revient et son prix de vente
- Maîtriser et réduire ses coûts
- Construire un tableau de bord
- Gestion de patrimoine
- Etablir un devis juste pour ne pas perdre d'argent

4. Commercialisation

De l'élaboration d'une stratégie commerciale, jusqu'à la maîtrise d'outils de commercialisation et de communication :

- Marketing et stratégie commerciale
- Conquérir de nouveaux clients, Faire face à la concurrence, Savoir vendre et établir des relations constructives avec la clientèle, Fidéliser vos clients, Représenter un réseau (hors franchise),
- Techniques de commercialisation, Les outils de négociation commerciale, Améliorer ses techniques de vente en magasin, Connaître et vendre l'éco construction
- Décoration de vitrines, Concevoir des publicités efficaces
- La réglementation commerciale (devis)
- Les impayés : prévention des risques clients
- Les procédures d'appel d'offres de marchés publics et réalisation d'un mémoire technique
- Participer, préparer et réussir un salon
- Rédiger et diffuser vos documents commerciaux
- Valoriser ses qualifications auprès de ses clients
- Elaborer une stratégie commerciale adaptée au marché luxembourgeois
- Travailler à l'international

5. Ressources humaines

Avec l'embauche de salariés le chef d'entreprise découvre souvent une facette de son métier qui modifie sensiblement son organisation du travail :

- La vie du contrat de travail (Embaucher son premier salarié, Recruter ses collaborateurs, Accueillir et intégrer une nouvelle personne dans l'entreprise,)
- Diriger et motiver son personnel, Les outils de motivation, Etre Manager ou leader, Techniques de management, ...
- Le tutorat (apprenti ou stagiaire)
- Gestion des carrières, GPEC
- Egalité professionnelle

6. Aspects juridiques et réglementaires

Certains actes ou certaines démarches de l'entreprise nécessitent plus que d'autres une attention juridique particulière :

- Les différentes formes juridiques des entreprises
- La direction d'une entreprise familiale (GRH, gestion financière et patrimoniale)
- Protéger son patrimoine
- Transmettre son entreprise
- Réglementation sociale et fiscale
- Accessibilité aux locaux commerciaux
- La direction d'une entreprise

7. Sécurité et prévention des risques

- Management de l'hygiène et de la sécurité dans l'entreprise
- La prévention des risques
- Hygiène et sécurité en milieu alimentaire
- Tutorat : hygiène sécurité (Bâtiment - Spécifique Alsace Moselle)
- Prévention et secours civique, SST, ...
- Gestes et postures
- Document unique

8. Gestion environnementale

Les aspects environnementaux sont souvent perçus comme une contrainte ; une approche en termes de développement durable peut pourtant apparaître comme une opportunité pour l'entreprise :

- Connaissances de base et pratiques en matière de développement durable dans l'artisanat
- La prise en compte de l'environnement dans la gestion quotidienne de l'entreprise
- La gestion des déchets de l'entreprise au quotidien
- Sensibilisation et préparation à l'éco construction
- Maîtrise de l'énergie

9. Développement d'entreprise

Le développement de l'entreprise peut mobiliser des moyens spécifiques nécessitant l'acquisition de compétences particulières :

- Pratique d'une langue étrangère (TOEIC- *passage de l'examen non pris en charge*, TOEFL, Voltaire et BULATS) et/ou langage des signes
- Démarches qualité, démarches de certification
- Démarches d'innovation, de créativité, de design,...
- Démarches personnalisées de conduite du développement de l'entreprise (Diagnostic global suivi de formation collective et d'un parcours individualisé de formation)

10. Développement personnel

Diverses techniques peuvent être mobilisées pour contribuer à l'amélioration de vos performances personnelles dans l'exercice quotidien de vos activités :

- Mieux gérer son temps-Organiser son travail
- La prise de parole en public
- Comment gérer son stress
- Affirmation et image de soi



- Techniques de management
- Mieux communiquer à l'intérieur et à l'extérieur de l'entreprise
- Départ en retraite
- Se réconcilier avec l'orthographe et la grammaire et/ou avec le calcul et les mathématiques
- Augmenter sa capacité de concentration
- Bilan de compétences (18h maximum)
- Préparer sa sortie du statut de micro entreprise

11. Reprise d'entreprise

Les modalités d'apprentissage pédagogique sont :

- 1) Les formations en face à face pédagogique (prioritaires)
- 2) Les formations actions
- 3) Les formations à distance (sous réserve d'obtention d'une attestation de connexion précisant le nombre d'heures et/ou une attestation de réalisation des travaux et exercices pour la formation).

Annexe 2

Modèles de documents

- **Bordereau de demande individuelle**
- **Bordereau de demande collective**
- **Tableau Excel pour les demandes collectives**

Ces documents sont également téléchargeables sur le site de la CRMA ou disponibles par courriel sur demande à :

- ebecker@crma-grandest.fr pour les départements 54, 55, 57 et 88
- dpister@crma-grandest.fr pour les départements 08, 10, 51 et 52 et les départements 67 et 68

Pour toute autre demande, s'adresser à mmaucourt@crma-grandest.fr